

**Convention collective**

**IDCC : 2891. – INDUSTRIE DE ROQUEFORT  
(15 juillet 2009)**

---

**PROCÈS-VERBAL DE LA COMMISSION PARITAIRE  
DU 6 JUILLET 2010**

NOR : ASET1150787M

IDCC : 2891

**I. – Approbation du dernier compte rendu**

En préambule, M. fait un bilan de l'inflation : on est à - 0,6 % à fin juin 2010.

Le collège des salariés demande à ce qu'une précision soit apportée concernant le rattrapage de l'inflation mois par mois.

Les parties sont d'accord pour que la comparaison de l'inflation (indice 4018 E) se fasse sur une base « 100 » au 1<sup>er</sup> décembre et d'imputer l'inflation mensuelle sur cette base pour avoir un atterrissage à fin novembre.

**II. – Prime de vacances**

Le collège des salariés demande à ce que la majoration prime de vacances pour enfant à charge de moins de 19 ans soit modifiée pour la « rallonger » jusqu'à 21 ans afin qu'il y ait une harmonie dans les différents chapitres faisant référence à l'âge des enfants (ex. : annexe V « Fromage du personnel »).

Le collège des employeurs fait remarquer que suite à la réécriture de la convention collective, cet article avait déjà été modifié afin que la 18<sup>e</sup> année d'anniversaire puisse être réglée et de ce fait on avait notifié « moins de 19 ans au lieu de moins de 18 ans ».

Il rappelle aussi que lors de la commission paritaire de juillet 2009, il avait été décidé de revaloriser cette prime de 1 point par an sur les années 2010, 2011 et 2012.

Suite à ces deux revalorisations, explique que les industriels ne sont pas d'accord pour l'améliorer à nouveau.

**III. – Augmentation de la prime de présence**

Pour mémoire, la prime de présence a été instaurée lors de la paritaire de juillet 2002 afin de récompenser l'assiduité au travail.

Le collège des salariés demande à ce que la première absence de la personne n'entraîne pas la diminution de 1/4 du montant de la prime.

Les employeurs insistent sur le fondement de cette prime qui est distribuée aux présents et non aux absents et décident de ne pas y toucher pour l'instant.

#### IV. – Heures de nuit : possibilité de pouvoir récupérer la majoration en temps (banque heures fériés et à 50 %)

D. précise que l'on ne peut pas avantager les personnes qui récupèrent cette majoration en temps, c'est illégal.

Les deux collèges s'entendent pour compléter l'article 9.5 avec l'alinéa suivant :

« Après demande écrite du salarié, cette majoration sera transformée en temps à récupérer. Ce choix, à l'année civile, sera renouvelé par tacite reconduction. »

#### V. – Augmentation du coefficient (grille classification, classe B)

Pour mémoire, la classe B dont le coefficient plancher est de 166 a un salaire de base hors ancienneté de 1 472 €, ce qui fait 129 € au-dessus du Smic.

Le collège des salariés constate que ce coefficient qui est le minimum de cette catégorie touche beaucoup de personnes et qui malheureusement n'auront pas la possibilité d'évoluer.

Il faudrait envisager de travailler à nouveau cette grille afin de faire des « marches » moins importantes entre les différentes classes afin de ne pas figer cette catégorie et leur accorder une certaine reconnaissance.

Les employeurs rappellent que pour récompenser la fidélité dans l'entreprise il y a déjà la prime d'ancienneté. Le coefficient étant lié au poste, si la personne ne change pas de poste, son coefficient n'évoluera malheureusement pas.

#### VI. – Congé ancienneté (art. 6.1) : 3 jours supplémentaires après 24 ans de service

Les salariés pensent que cette population devrait pouvoir bénéficier d'un jour supplémentaire au titre de l'ancienneté étant donné que, d'après les réformes gouvernementales, il faudra travailler de plus en plus tard.

Les industriels sont d'accord pour en reparler à la commission paritaire de décembre afin que chacun de son côté puisse estimer le coût supplémentaire.

#### VII. – Mise en œuvre de la classification AM dans la convention collective de Roquefort

Les personnes concernées par cette classification sont celles qui ont un coefficient compris entre 210 et 299 inclus.

M. explique qu'il serait dommage de commencer un chantier alors que la FNIL doit rendre sa copie fin novembre 2010. Nous avons tout intérêt à travailler conjointement avec la FNIL pour leur méthode de cotation sur les différents postes.

Un état des lieux sera fait dans chaque industrie afin d'avoir un recensement de cette population pour la prochaine paritaire de décembre.

#### VIII. – Questions diverses

La prochaine commission paritaire est fixée à la date du jeudi 23 décembre 2010.

##### Modification de l'article 6.4

« Mariage du salarié ou Pacs :

– moins de 1 an d'ancienneté : 4 jours ouvrés ;

– après 1 an d'ancienneté : 6 jours ouvrés.

Les deux événements ne peuvent se cumuler pour un même couple. »

##### Modification du 3<sup>e</sup> alinéa de l'article 8.2

« Par dérogation à l'article 9.6 de la présente convention, les heures travaillées un jour férié, à l'exception du 1<sup>er</sup> Mai, donneront lieu à un repos compensateur d'une durée équivalente. Ce repos

pourra être pris avec l'accord de la hiérarchie pendant la saison. S'il n'a pas été pris, ce repos sera payé sous la forme d'une indemnité en fin de saison. »

Article 8.6 : étendre la majoration au férié pour le personnel lié à l'activité touristique.

A l'heure actuelle, le férié est récupéré (8 heures normales + 8 heures majorées).

Il est à noter que la majoration existe déjà et que le personnel des visites souhaite conserver la récupération.

La représentativité syndicale :

- d'après la loi du 20 août 2008, est considéré comme syndicat représentatif un syndicat qui a obtenu 10 % des suffrages valablement exprimés au premier tour des élections CE titulaires ;
- sont concernées par ces élections : Société des caves (sauf St Georges et Massegras), G. Coulet et fromageries Papillon.

Les établissements G. Coulet ont eu leurs dernières élections le 19 avril 2007, et l'organisation syndicale FO a été élue avec 86 suffrages valablement exprimés.

Sur Roquefort, toutes industries confondues :

- FO représente 23,13 % ;
- CFDT représente 25,46 % ;
- CGT représente 41,62 % ;
- CGC représente 39,80 % (tous collèges 9,79 %).

L'ordre du jour étant épuisé et plus personne ne demandant la parole, la séance est levée à 12 h 45.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

**Organisation patronale :**

FSIR.

**Syndicats de salariés :**

CGT ;  
CFDT ;  
CGT-FO ;  
CFE-CGC.